

AIDER LA TUNISIE POUR AIDER L'ITALIE ET L'EUROPE

La Tunisie, le pays méditerranéen à peu de kilomètres de l'Italie, se trouve aujourd'hui en équilibre précaire entre le renforcement du processus démocratique et la déstabilisation avec des conséquences prévisibles et dévastatrices sur migrations et terrorisme. Investir sur la Tunisie et les pays limitrophes est investir sur notre futur de stabilité et de paix. La débâcle de la Tunisie mettrait de fait en danger la sécurité et stabilité même de l'Europe, à partir des pays méditerranéens, et ne sera pas sans frais. Le chemin que les Ong de 'Link 2007' proposent est celui de la constitution, dans les plus brefs délais, d'un Fond spécial international formé des contributions de la Commission européenne, des Etats membres, de tous les pays intéressés, des Institutions financières et de développement européenne et internationales, y comprises celles arabes et islamiques, prenant en considération la Tunisie en même temps que les deux pays avoisinants, Lybie et Algérie. A la seule Tunisie serviront un programme pluriannuel d'investissements et d'équipement, un programme d'appui aux réformes structurelles et un programme d'inclusion économique et sociale à plus court terme, dans le but de réduire le poids des inégalités gravant sur les régions internes et les périphéries urbaines dégradées, de réduire de façon drastique le chômage et attirer de nouveaux capitaux et investisseurs externes. Il sera décisif de trouver les modalités en vertu desquelles l'efficacité du plan ne puisse point être annulée ou entravée par la lenteur de la bureaucratie et la corruption diffusée. Sans interventions significatives la Tunisie pourrait vivre une autre révolution: peut-être destructive et menaçante pour l'ensemble de l'aire méditerranéenne.

1. Kasserine, cinq ans après Sidi Bouzid

Dans la salle de réunion du gouvernorat de Kasserine, 280 km au sud de Tunis et non loin de la frontière avec l'Algérie, le jeune Chaouki, diplômé en physique et âgé de trente ans s'est enchaîné avec une pancarte à la poitrine: "la clé est le travail". Il comptait sur un emploi public car "ici il n'y a pas d'investissements privés et je n'ai pas les moyens d'ouvrir une activité à moi". Un autre chômeur de l'âge de vingt-huit ans, Hamza Hizi, exprime le pessimisme de nombreux: "je croyais que la révolution nous aurait donné l'espoir de trouver un travail respectable, je n'aurais jamais pensé de demander aujourd'hui les mêmes choses d'il y a à cinq ans".

Ce fut alors l'immolation de Mohamed Bouazizi, vendeur ambulancier de Sidi Bouzid, à déclencher l'étincelle de la rébellion qui conduit à la fuite du Président Ben Ali après 23 ans de pouvoir: il s'est mis le feu à la fin décembre 2010 pour protester contre les extorsions en argent et les abus de police.

En janvier 2016 un nouvel évènement traumatique a déclenché la protestation.

Ridha Yahyaoui, âgé de vingt-huit ans, s'était inscrit à la liste pour l'emploi dans le service public. Lors ce que il a vu disparaître son nom, il a réagi à l'arbitraire des fonctionnaires et à la corruption qui l'alimente en montant sur un poteau électrique pour manifester sa propre colère. Il en est resté foudroyé et partant de Kasserine la révolte a atteint bientôt plusieurs villes de l'intérieur et les quartiers populaires de Tunis, avec affrontements entre manifestants et forces de l'ordre, tantôt réprimés, pour aussi soustraire l'espace aux infiltrations terroristes.

Les revendications n'en demeurent pas moins vives et alarmantes: travail décent, méritocratie et fin de la précarité, des discriminations, des inégalités démesurées et des abus. Elles sont restées les mêmes d'il y a cinq ans.

Le processus de démocratisation, malgré les difficultés, reste un modèle pour les autres pays arabes, à tel point de valoir le Prix Nobel pour la paix au "Quartet du dialogue national", constitué de quatre organisations de la société civile qui ont su créer consensus et unité au sein de l'évolution

démocratique. Le 2014 a marqué la fin des quatre ans de transitions politiques avec l'achèvement du processus constitutionnel et électoral.

Mais la situation socio-économique n'a cessé de se détériorer année après année, à cause aussi de la pesanteur accablante de la bureaucratie et de la corruption diffusée. Les répercussions sur la vie des personnes sont graves et les frustrations ininterrompues, parfois manœuvrées par le recrutement terroriste qui y a trouvé un terrain favorable.

La Tunisie fourni en effet à l'Etat Islamique le groupe le plus nombreux de jeunes combattants: 6.000, selon le dernier rapport du Soufan Group. Normalement ils ne sont pas poussés par des motivations d'ordre religieux mais par la recherche d'une alternative aux entraves socio-économique. Ce n'est pas un hasard si les militants proviennent surtout des régions plus défavorisés.

2. La situation est restée explosive

Selon le Président du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux, Abderrahman Hedhili, les protestations étaient prévisibles: "on a signalé que la situation sociale serait explosée; l'exclusion sociale et les inégalités régionales sont graves mais le gouvernement n'a pas réussi à définir les stratégies et programmes pour les régions défavorisées de l'intérieur". Le 15% de la population est au chômage. Le pourcentage arrive au 25% dans les régions périphériques comme celle de Kasserine et atteint un taux encore plus élevé chez les jeunes. Le travail est souvent enchaîné par un système de corruption. La situation est dégradée à fortiori en raison des attaques terroristes de 2015 contre objectifs touristiques tels que le musée du Bardo à Tunis et le Resort de Sousse: l'industrie touristique avec ces 400 mille employés a été sévèrement touchée.

Les régions côtières sont les plus développées: investissements publics et privés se sont suivis dans le temps, notamment en faveur du tourisme, et là-bas est localisé le 80% des industries tunisiennes. Le taux d'occupation et le revenu moyen s'y trouvent donc satisfaisants. Dans les gouvernorats du centre sud éloignés de la côte, par contre, les personnes se sentent abandonnées par manque d'investissements productifs et de services, des transports aux services essentiels comme l'eau, la santé et l'instruction.

Le Président tunisien, Beji Caid Essebsi, a dit de comprendre les raisons et les protestations des manifestants: "Il n'y a pas de dignité sans travail. On ne peut pas demander d'être patient à quelqu'un qui n'a nul à manger". La réponse continue néanmoins d'être inappropriée, finalisée surtout à calmer les esprits. Le récent plan extraordinaire du Premier Ministre Habib Essid lui aussi, avec 10 mesures d'urgences destinées à la création de 23.000 postes dans la fonction publique au cours du premier trimestre 2016 et aux actes d'exécution qui en relèvent, paraît être difficilement réalisable dans les délais extraordinaires de l'urgence.

3. La réalité et les difficultés grandissantes

La réalité est que l'Etat n'a pas les fonds nécessaires pour pouvoir s'engager dans un Plan de Développement pour la création de travail et de services essentiels. Le manque d'investisseurs, l'instabilité politique, le terrorisme, sont en train de juguler le pays en l'obligeant, plus que jamais, à compter sur l'aide extérieure.

Comme l'on dira par la suite, il servirait un "Plan Marshall" sur dix ans pour lancer les investissements nécessaires. Un plan coordonné et adressé de manière particulière aux zones spécialement déprimées, à l'occupation et à la lutte à la corruption. L'Europe, par sa proximité et ses responsabilités historiques, doit réussir à intervenir le plus vite possible, beaucoup plus vite que dans le passé. Engagements bornés à quelques centaines de millions, souvent étalés sur différentes années, ne correspondent aucunement à la gravité de la situation et des besoins.

La démocratie tunisienne est une réalité, bien enracinée, et la seule ayant survécu aux "printemps arabes". Si elle était effacée ou tombait sous l'influence de pays s'élançant de valeurs écartées de

celles sur lesquelles repose notre coexistence, ou de mouvements terroristes, la responsabilité ne serait pas au seul gouvernement tunisien. L'expérience de la Tunisie est importante aussi puisque elle représente la synthèse entre les valeurs occidentales et les valeurs islamiques. On ne peut pas conserver les valeurs des révolutions et la démocratie avec les seuls tributs internationaux, rencontres, assises, paroles d'amitié et d'affinité.

“Nous avons la liberté mais nous manquons de pain”, on entend répéter dans tout le pays. Les “révoltes du pain” risquent de se reproduire périodiquement, entraînant des résultats aisément prévisibles. Il faut investir sur la Tunisie avec une coopération perdurable, une vision et une stratégie de longue durée, des fonds structurels et de vastes investissements dans les régions les plus arriérées, en privilégiant l'occupation et l'équité sociale et interrégionale.

Un pays qui a remporté la révolution de 2011 avec succès et d'une manière paisible aurait dû être aussitôt aidé avec des ressources convenables et continuer de l'être sans interruption dans l'intérêt de consolider le processus démocratique tunisien, tout comme notre propre intérêt, italien et européen. Une crise dramatique en Tunisie pourrait porter des conséquences nuisibles pour nous en Europe aussi. L'engagement envers la Tunisie est un engagement pour nous-mêmes et notre stabilité.

4. L'insuffisance de l'aide extérieure

L'aide extérieure y est déjà. Mais, malgré les résultats partiels et l'amélioration, elle n'atteint pas l'ampleur, l'intensité et l'efficacité exigées par la situation. Il s'agit d'aide bilatérale, sous forme de dons et crédits d'aide, de par l'UE et ses Etats Membres (celle de l'Allemagne, de la France et de l'Italie étant la plus consistante), outre que des USA, du Qatar et d'autres pays avec un enrôlement plus limité. D'aide des institutions financières internationales telles que: Fond Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, Banque Européenne d'Investissement, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, Fond Arabe pour le Développement Economique et Social. Normalement pour programmes pluriannuels, certains desquels avec conditionnalités inexorables quant à la mise en œuvre des réformes structurelles.

Les dons et crédits d'aide mis à disposition peuvent paraître copieux, étant donnés les chiffres engagés, et reportés dans le tableau ici-bas. Il y a toutefois raison de croire qu'ils ne soient ni satisfaisants ni gérés, dans l'ensemble, d'une façon adéquate, en tant que peu ou mal coordonnés, affectés à projets quelquefois superposés et qui reflètent une approche fragmentaire et privée d'un ordre de priorités collectif. Pour contourner ces contraintes, à partir de 2016, s'était prévue une coordination mieux structurée parmi les bailleurs de fonds bilatéraux, à travers l'introduction d'une programmation opérationnelle conjointe, d'entente avec le Gouvernement, et à cadence régulière. Les difficultés entre les bailleurs de fonds ont cependant prévalu et à aujourd'hui nul n'est encore parti.

Face à la quantité et pluralité des besoins l'aide extérieure, bien que significative, reste encore inadaptée: la nécessité appelle à une révolution culturelle des bailleurs de fonds et au préalable à ce qu'elle ne soit imposée par des événements externes traumatiques. Exhortons les décideurs politiques à acquérir une vision qui ne s'arrête aux exigences et préoccupations immédiates mais qui s'ouvre à la construction d'un futur de paix et prospérité et qui requiert des décisions sagaces et courageuses.

La Tunisie elle-même est appelée à un renouvellement profond des rapports sociaux-économiques entre les différentes classes sociales et régions. Comme on l'a dit, les questions du chômage et des inégalités sociales et régionales sont décisives. Nombre de régions, jusqu'à la périphérie de Tunis, sont marginalisées, démunies de services de transport, eau potable, électricité, instruction et activités culturelles. Le taux de pauvreté chez les régions de l'intérieur est trois fois plus élevé que dans les régions côtières, alors même que pour beaucoup de jeunes l'occupation, encore que possible, se réduit au commerce ambulancier ou à la précarité du travail au noir, à défaut d'un niveau d'instruction moyennement plutôt élevé. Le travail non déclaré, les évasions et les fraudes fiscales, le recyclage et la corruption sont dévoilés comme maux à extirper, par ce qu'ils infectent les institutions et l'économie, démotivent les citoyens et finissent par alimenter le terrorisme. A cinq ans de la révolution beaucoup demandent un nouveau pacte social, basé sur les critères de la justice et de l'efficacité, centré sur la

légalité, la réduction des iniquités, le travail, les investissements, une gestion correcte des dépenses publiques, et la lutte à la corruption.

Les investissements publics sont au minimum, et désormais aussi les privés à cause de la récente perception d'insécurité. En 2014 le PIB a été estimé à hauteur de 45 milliards d'Euros. Avec le 13% englouti par les salaires, la Tunisie dévoue un grand pourcentage de son PIB aux frais de gestion au détriment des dépenses d'investissements, qui ne vont pas au-delà du 10,5%, un pourcentage assez faible. Le revenu moyen annuel par habitant s'est arrêté, en 2014, à quelques 4.000 Euros. Ceci impliquant l'existence d'une partie de la population qui survie avec des revenus minimes en dessous des 1.000 Euros par année.

Actuellement, l'Aide de l'UE et des Etats Membres peut être évaluée à environ 1 milliard d'Euros par an. Un chiffre apparemment considérable mais qui correspond à peine au 0,007% du PIB européen, 7 cents millièmes. L'Aide bilatéral est en grande mesure adressé à l'appui au budget de l'état, comprimé par la lourdeur de la dette. Il en est de même pour les 10 milliards d'Euros de la part des Banque et des Fonds Multilatéraux lesquels, adoptant des conditionnements laborieux, soutiennent des réformes gouvernementales pluriannuelles. Mais on est toujours loin du "Plan Marshall" de plus cotés réclamé pour renforcer le processus tunisien de transition et stabilisation démocratique.

5. L'urgence d'un Fond International pour la Tunisie est notre propre intérêt.

Le chemin à entreprendre peut être celui de la constitution d'un *Trust Fund* spécial, composé des contributions de la Commission Européenne, des Etats Membres, de tous les Pays intéressés, des Institutions Financières et de Développement européennes et internationales, y comprises les arabes et islamiques.

L'Italie, le pays le plus proche de la Tunisie, pourrait s'en faire promotrice.

Il faudrait prendre en considération la Tunisie en même temps que les deux pays avoisinants, Lybie et Algérie.

Pour la Tunisie à elle seule servira un programme d'investissements et d'équipement étalé sur dix ans, un programme d'appui aux réformes structurelles et un programme d'inclusion économique et sociale à plus court terme de nature à donner de l'espoir aux jeunes, aux femmes et aux régions intérieures. Le but des trois programmes, évaluables en 40 milliards d'euros sur les dix ans, est celui de réduire le poids des inégalités gravant sur la population des régions internes et des périphéries urbaines dégradées, réduire de façon drastique le chômage, attirer de nouveaux capitaux et investisseurs externes, en maintenant des rapports entre les deux rives de la Méditerranée stables et solides dans l'intérêt mutuel.

Formation, éducation, écoles, universités, culture, infrastructures, services essentiels de base tels que l'eau potable et les soins de santé, logements sociaux, ports, transports, routes, chemins de fer, agriculture, irrigation, industrie manufacturière, électricité, énergies renouvelables sont parmi les secteurs prioritaires.

Le Gouvernement tunisien devra, pour son propre compte, identifier les interventions et les plus strictes et innovatrices mesures administratives, délégations de responsabilités, formes de décentralisation et tout autre élément nécessaire à fin de garantir l'efficacité du Plan, avec le maximum de transparence et en évaluant les modalités avec l'aide des institutions chargées de gérer et rendre efficace le *Trust Fund*.

Parallèlement à la programmation ordinaire, qui est définie annuellement dans la loi des finances de la Tunisie, il faudrait penser aussi à une programmation extraordinaire, extrabudgétaire, qui devra être agréée entre Gouvernement, Quartet (en tant qu'expression de la société civile et garant du processus démocratique) et Présidence de la République, et présentée au financement du *Trust Fund*.

Le Fond pourrait s'inspirer des expériences en cours dessinant des méthodes décisionnelles innovatrices, par lesquelles ciseler aussi un système de gouvernance fiable.

La stratégie générale pourrait être définie au sein d'un Conseil Stratégique présidé par le bailleur principale, la Commission Européenne, rapprochée du Gouvernement tunisien et se composant des Etats Membres, des Institutions financières et de développement internationales, et des pays extra européens qui ont contribué à la constitution du Fond.

Un Comité Opérationnel, constitué des représentants de l'UE et des autres bailleurs devrait évaluer et sélectionner les programmes, les initiatives et les projets plus appropriés, à partir de la lutte aux inégalités régionales et sociales et au chômage, et en vérifier les résultats.

Le Conseil Stratégique et le Comité Opérationnel devront établir leurs activités sur le dialogue politique, avec les autorités centrales, régionales et territoriales tunisiennes, et avec les représentants de la société civile, à commencer du Quartet.

Investir sur la Tunisie et les pays limitrophes est investir sur notre futur de stabilité et de paix en Europe. Ne pas le faire serait nuisible à nous-mêmes.

Contingenter l'aide ou la retarder pourrait engendrer un prix largement supérieur dans un futur tout proche, non seulement financièrement mais aussi en conflits, vie humaines, destructions, enracinement de la contamination terroriste, comme l'histoire récente nous a appris.

Une débâcle de la Tunisie aurait des conséquences également néfastes pour la sécurité et stabilité européennes elles-mêmes.

Il est donc dans notre intérêt, italien et européen, d'intervenir avec des investissements adéquats et résolus de coopération avec la Tunisie. Et il faut le faire tout de suite.

(A suivre le Tableau des principaux Bailleurs de Fonds).

Rome, le 5 Février 2016 (rév. 3.3.2016)

“LINK 2007 – COOPERAZIONE IN RETE” promeut formes actives de collaboration et coordination entre certaines parmi les plus grandes Ong italiennes de coopération internationale, se proposant tel un interlocuteur avec les autres réseaux des Ong et avec les institutions nationales, européennes et internationales pour promouvoir et affirmer la cohérence des politiques et l'efficacité de la coopération au développement et des interventions humanitaires.

Le Réseau est formé des Ong: CESVI, CISP, COOPI, COSV, MEDICI CON L'AFRICA CUAMM, GVC, ICU, INTERSOS, LVIA et, comme Ong observatrices, WORLD FRIENDS, ELIS e CCM.

presidenza@link2007.org – www.link2007.org

Coopération avec la Tunisie. Les principaux Bailleurs de Fonds et la quantité de l'Aide (Données synthétiques des sites des Pays et des Institutions financières. 2015)	
<p>Commission Européenne 2011-2014 : 614 MI€ 2014-2015 : de 202 à 246 MI€ (2014-2020 : d'un minimum de 725 à un maximum de 886 millions)</p> <p>Sur différents programmes et instruments de financements : IEV (Instrument Européen de Voisinage) IEDDH (Initiative Européenne pour la Démocratie et les Droits de l'Homme) ICSP (Stabilité et Paix) IP (Partenariat)</p>	<p>2011 : 150 MI€, dont 130 soutien budgétaire et réformes économiques ; interventions d'urgence dans les zones défavorisées, 2012 : 160MI€, dont 83 soutien budgétaire et réformes ; 37 société civile et réforme judiciaire, 45 soins de santé et requalification des quartiers populaires, 2013 :135 MI€, dont 110 soutien budgétaire, 25 développement rural, salubrité et requalification urbaine, erasmus+, 2014 : 169 MI€ dont 106 soutien budgétaire, 35 renforcement démocratique (réforme judiciaire, égalité de genre, migrations, media), 28 requalification des quartiers populaires. Priorités 2015-2016 : réformes socio-économiques, support institutionnel et bonne gouvernance, appui à la transition démocratique, rééquilibrage régional, participation société civile.</p>
<p>Coopération italienne 2006-2015: 290 MI€ 230MI€ - Crédits d'Aide</p> <p>60 MI€ - Dons (bilatéral et multilatéral)</p>	<p>Engagements en cours 145 MI€ : Aide à la Balance des Paiements 73 MI€ : Ligne de Crédit pour PME 12 MI€ : Décharges Contrôlées</p> <p>PME : environnement, développement intégré des régions du Sud (eau, plantations, palmeraies dattiers e lutte contre la désertification) soins de santé, insertion socio-économique des personnes handicapées, conservation et réhabilitation du patrimoine culturel, appui à la société civile, protection des catégories sociales vulnérables, conversion de la dette.</p>
<p>Allemagne (KWZ et GIZ) 2011-2014: 733 MI€ 2014-2015: 119 MI€ - 24 Dons, 95 Crédits</p>	<p>Eau et systèmes hydriques, salubrité publique, épurateurs et recyclage, développement intégré dans les zones rurales de l'intérieur, développement rural et sécurité alimentaire, énergies renouvelables.</p>
<p>France (AFD)</p> <p>2011-2014 : 425 MI€ 2014-2016 : 200,7 MI€ - 10,7 Dons, 190 Crédits</p>	<p>Soutien budgétaire, réformes économiques et sociales, investissements des collectivités locales, formation professionnelle, requalification des quartiers populaires, salubrité publique, soutien au secteur privé et aux associations de la société civile. 2014-2016 : principalement création d'emploi et insertion socio-professionnelle, développement durable des territoires.</p>
<p>Fond Monétaire International (à partir de juin 2013)</p>	<p>Prêt de 1,74 MI USD (<i>Stand-by Arrangement</i>)</p>
<p>Banque Mondiale (à partir de juin 2013)</p> <p>(à partir de juillet 2015)</p>	<p>- 541,6 MI USD, dont 500 à crédit pour politiques de développement (gouvernance, environnement, développement rural, développement humain, accès à l'eau...) et 41,6 pour développement communautaire. - Prêt de 200 MI USD pour reconstruire et améliorer les principaux axes routiers et faire sortir de l'isolement les régions plus défavorisées.</p>
<p>Banque Africaine de Développement (à partir de 2013)</p> <p>(à partir de 2015)</p>	<p>- 1,015 ML UC, dont 998 MI prêts (= 800 MI€, dont 789 à crédit) : secteurs agriculture, finances, énergie, transport, social, eau et latrines, extraction minière. - 377 MI€ dons pour la modernisation infrastructurelle dans les secteurs: transports, création d'emploi, définition politique industrielle du pays.</p>
<p>Banque Européenne d'Investissement (à 2014)</p>	<p>5,5 MI€ prêts. Seul 2014 : 571 MI. Soutien projets prioritaires : énergies, PME, infrastructures urbaines, transports, éducation, logement social, microcrédit.</p>
<p>Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (à partir de 2012)</p>	<p>Prêts pour le financement de 20 projets pour un montant de 210 MI€. Le 41% des financements aux PME.</p>
<p>Qatar (à partir de 2013)</p>	<p>"<i>Qatar friendship fund</i>" : 79 ML USD à soutien des PME notamment dans les zones défavorisées du pays. Approuvée 100 ML en plus pour investissements en plusieurs secteurs.</p>
<p>Fond Arabe pour le Développement Economique et Social (à partir de 2015)</p>	<p>En 2015 crédit de 2701 ML€ : développement infrastructurel routier dans les zones internes du pays. Globalement, le portefeuille du Fond Arabe est de 1,6 milliards d'euros à crédit, et 23 MI€ en forme de don.</p>